

La bataille se poursuit

Au cours des prochaines semaines, nous poursuivrons notre mobilisation pour que notre métier soit reconnu. Les députés de l'Assemblée nationale seront rencontrés afin qu'ils comprennent bien les conditions dans lesquelles nous œuvrons. Au Québec, le transport scolaire n'est pas reconnu à sa pleine valeur. Nous avons notre travail à cœur et nous voulons que les choses changent. Et elles vont changer.



Gilles Dubuc, président du Conseil central du Cœur du Québec, Claudette Carbonneau, présidente de la CSN, Ginette Guérin, présidente de la FEESP-CSN, et Jacques Forques, président de notre secteur.



NOUS REVENDIQUONS

- une enveloppe fermée dédiée au transport scolaire;
- le maintien du renouvellement des contrats de gré à gré entre le transporteur et la commission scolaire;
- l'indexation au coût de la vie des sommes dévolues au transport scolaire;
- l'injection d'un montant de 16 millions de dollars par année de financement;
- l'instauration d'une politique nationale et uniforme sur la sécurité et la discipline dans le transport scolaire, et ce, dans toutes les commissions scolaires.

L'INFOBUS

Avril 2007



www.csn.qc.ca

500 chauffeurs à Trois-Rivières



En route vers un financement adéquat !

À Trois-Rivières, le 24 mars, nous étions plus de 500 à démontrer notre détermination pour obtenir, enfin, un financement adéquat du transport scolaire.

Plus d'un membre sur quatre de notre secteur ont manifesté dans les rues du centre-ville de Trois-Rivières avant de participer au rassemblement qui a suivi à la salle Le Maquisart pour y entendre Claudette Carbonneau, présidente de la CSN, Ginette Guérin, présidente de la Fédération des employés et employés de services publics (FEESP-CSN), Gilles Dubuc, président du Conseil central du Cœur du Québec (CSN), et Jacques Forques, président du secteur du transport scolaire de la CSN.

Un message clair !

Nous sommes mobilisés pour la reconnaissance de notre travail et nous l'obtiendrons. Cette édition de notre journal est envoyée à tous les députés de l'Assemblée nationale qui viennent de se faire élire ou réélire pour qu'ils comprennent le sens de notre bataille. Nous transportons des enfants, l'avenir de notre pays. Pourtant, nous sommes sous-payés, notre secteur est sous-financé et nous devons, quotidiennement, exercer notre travail dans des conditions souvent éprouvantes. Comme si ce n'était pas suffisant, des commissions scolaires détournent à d'autres fins des sommes qui nous sont dues. C'est assez !

